



BADEA

Banque arabe
pour le développement
économique
en Afrique



LE RÔLE DE LA BANQUE ARABE POUR
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE
**DANS LE SOUTIEN AUX
PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES EN AFRIQUE**

ENSEMBLE POUR AFRIQUE



Clause de non-responsabilité :

Le présent rapport a été préparé par le personnel de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (la Banque). Il est précisé que l'ensemble des résultats, interprétations et conclusions qui y figurent ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans ce rapport. Par ailleurs, les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte incluse dans le présent rapport ne traduisent aucune opinion de la Banque quant au statut juridique d'un territoire quelconque, ni ne constituent une reconnaissance ou une acceptation de ces frontières. Aucune disposition du présent rapport ne saurait être interprétée comme constituant une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités dont jouit la Banque, lesquels demeurent expressément réservés et pleinement maintenus.



BADEA en Bref



Création

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique a été créée en vertu d'une décision du sixième Sommet arabe tenu à Alger le 28 novembre 1973. La Banque a commencé ses activités en mars 1975.



Identité institutionnelle

La Banque est une institution financière appartenant à dix-huit États arabes membres de la Ligue des États arabes ayant signé son Accord de création le 18 février 1974. Elle constitue une institution internationale indépendante, dotée de la pleine personnalité juridique internationale et jouissant d'une totale autonomie dans les domaines administratif et financier. Elle est régie par les dispositions de son Accord de création et par les principes du droit international.



Mandat

La Banque a été créée dans le but de renforcer la coopération économique, financière et technique entre les régions arabe et africaine et de concrétiser la solidarité arabo-africaine fondée sur les principes d'égalité et d'amitié. Afin d'atteindre cet objectif, la Banque a été chargée de ce qui suit :

- Participer au financement du développement économique dans les pays africains.
- Encourager la contribution des capitaux arabes au développement dans les pays africains
- Contribuer à fournir l'assistance technique nécessaire au développement de l'Afrique.



Notre vision:

Être une plateforme de coopération économique arabo-africaine au service du développement.



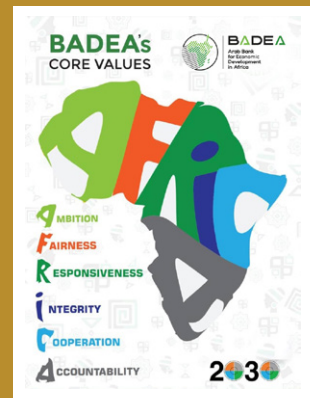
Notre mission:

Promouvoir la coopération économique arabo-africaine à travers l'assistance financière, l'investissement et l'appui technique.



Nos valeurs:

La Banque considère que le système de valeurs est étroitement lié au comportement institutionnel et qu'il se reflète dans le renforcement de ses relations avec ses clients et ses partenaires. Le système de valeurs de la Banque englobe tout ce qui concerne l'Afrique : l'ambition, l'équité, la réactivité, l'intégrité, la coopération et la responsabilité.



Les quatre axes prioritaires de la Stratégie 2030 de la Banque



Investir dans les infrastructures afin de promouvoir l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation.



Développer la chaîne de valeur agricole pour l'autonomisation.



Renforcer le commerce et développer le secteur privé afin de stimuler la croissance et créer des emplois.



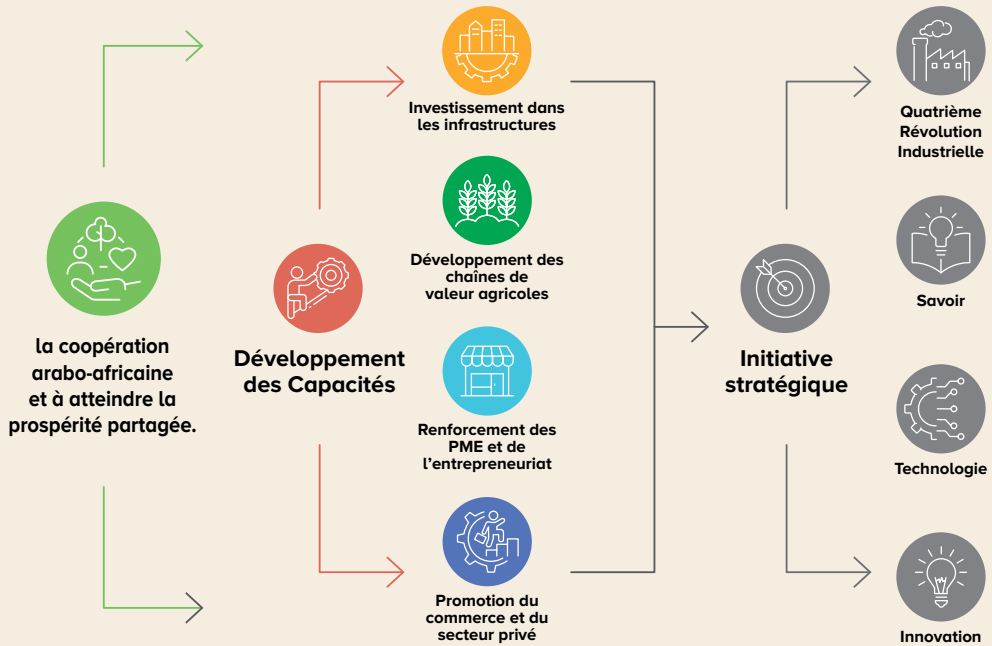
Développer les petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat.







Le développement des capacités a été adopté comme facteur transversal de facilitation pour l'ensemble des domaines prioritaires d'intervention.



Cadre de mise en œuvre de la Stratégie 2030 de la Banque








Total des transferts financiers aux pays africains (de 1975 à 2025)

Type d'opération	Nombre d'opérations	Volume du financement (millions de dollars américains)
 Projets de développement du secteur public	777	9 060
 Opérations dans le secteur privé	77	2 455
 Opérations de financement du commerce	94	6 729
 Opérations de développement des capacités	1 023	266
TOTAL	1 971	18 510



Transferts financiers selon les domaines prioritaires de la stratégie

Domaine prioritaire de la stratégie	Nombre d'opérations	Transferts financiers (millions de dollars américains)	%
 <p>Investissement dans les infrastructures afin de promouvoir l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation</p>	466	5 791	31%
 <p>Développement de la chaîne de valeur agricole pour l'autonomisation</p>	270	2 201	12%
 <p>Renforcement du commerce et développement du secteur privé afin de stimuler la croissance et créer des emplois</p>	171	9 184	50%
 <p>Développement des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat</p>	41	1 068	6%
 <p>Développement des capacités</p>	1023	266	1%
TOTAL	1.971	18.510	100%



Notation de crédit de la Banque



En 2025, l'agence internationale de notation Standard & Poor's a relevé la notation de la Banque arabe à AA+ avec perspective stable, plaçant ainsi la Banque parmi les institutions multilatérales de développement les mieux notées au monde, ce qui reflète le renforcement de ses fondamentaux financiers et sa résilience institutionnelle. L'Agence japonaise de notation de crédit (JCR) a également confirmé la notation de la Banque arabe à AAA avec perspective stable, soutenue par la solidité de sa situation financière, ses pratiques prudentes de gestion des risques et le soutien solide de ses actionnaires. De son côté, Moody's a maintenu la notation de la Banque à Aa1 au cours de l'année, sans nouvelle action de notation, confirmant ainsi la robustesse de sa position de crédit.

Pris dans leur ensemble, les résultats de ces notations pour l'année 2025 confirment l'adéquation du capital de la Banque, la haute qualité de ses actifs et sa gestion rigoureuse de la liquidité. Ils mettent également en évidence la capacité accrue de la Banque à mobiliser des ressources à des conditions favorables, à élargir son accès aux marchés des capitaux et à orienter les investissements arabes vers des initiatives de développement transformationnelles à travers l'Afrique subsaharienne. La solidité de la position de crédit de la Banque arabe renforce sa réputation en tant que partenaire de développement fiable, solidement capitalisé et capable de fournir des financements efficaces et abordables dans l'ensemble de la région.

Certifications ISO



En 2024, conformément à l'engagement de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique en matière de responsabilité sociale et à ses efforts soutenus pour réduire les impacts négatifs sur l'environnement et la société résultant de ses activités internes et des projets de développement qu'elle finance, la Banque a mené avec succès l'audit annuel de ses systèmes de qualité, de responsabilité sociale et de gouvernance d'entreprise.

La Banque a obtenu les certifications ISO 37000 (gouvernance d'entreprise) et ISO 26000 (responsabilité sociale), ainsi que la certification ISO 14001 (management environnemental), ce qui atteste de son engagement en faveur des normes de durabilité et de la protection de l'environnement. Elle a également renouvelé ses certifications ISO 9001 (management de la qualité), ISO/IEC 20000-1 (management des services des technologies de l'information) et ISO/IEC 27001 (management de la sécurité de l'information), avec des recommandations visant à mettre à jour ces certifications vers leurs versions les plus récentes et à étendre le champ d'application à d'autres départements de la Banque.



INTRODUCTION

Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle central dans le paysage économique africain, contribuant de manière significative à la création d'emplois, à l'innovation et à la croissance économique. Elles constituent l'épine dorsale de nombreuses économies africaines, en ce qu'elles représentent une part importante de l'emploi et du produit intérieur brut. Ces entreprises opèrent dans une grande diversité de secteurs, allant de l'agriculture et de l'industrie manufacturière aux services et aux technologies.

Malgré leur importance, les PME africaines sont souvent confrontées à de nombreux défis, notamment un accès limité au financement, des infrastructures insuffisantes, des obstacles bureaucratiques et un manque de main-d'œuvre qualifiée. Néanmoins, la reconnaissance du potentiel des PME pour favoriser un développement inclusif et durable à travers le continent ne cesse de croître. Les gouvernements, les organisations internationales et les institutions financières accordent ainsi une attention croissante au soutien des PME à travers des politiques ciblées, des programmes de renforcement des capacités et des initiatives visant à faciliter l'accès au financement. L'autonomisation des PME en Afrique renforce la résilience économique et la diversification, ouvre des perspectives pour l'entrepreneuriat et l'innovation et contribue à la réduction de la pauvreté, participant ainsi à la prospérité du continent à long terme.



Les petites et moyennes entreprises en Afrique sont confrontées à de nombreux défis qui entravent leur croissance et leur pérennité. Parmi les principales difficultés auxquelles elles sont confrontées dans la région figurent les suivantes :



1. Accès limité au financement:

les PME éprouvent souvent des difficultés à accéder à des crédits abordables auprès des institutions financières traditionnelles en raison des exigences strictes en matière de prêts, des garanties élevées requises et des risques perçus. Ce manque de financement limite leur capacité à investir dans l'expansion, l'innovation et l'adoption de technologies.



2. Insuffisances des infrastructures:

l'insuffisance des infrastructures, notamment l'irrégularité de l'approvisionnement en énergie, les réseaux de transport inadéquats et l'accès limité aux services d'eau et d'assainissement, entrave fortement l'efficacité opérationnelle et la compétitivité des PME.



3. Bureaucratie:

les procédures administratives lourdes, la réglementation excessive et la corruption augmentent les coûts d'exploitation et de formalisation des entreprises. Les longs processus d'enregistrement et les exigences complexes en matière de licences entravent également leur capacité à fonctionner efficacement.



4. Accès limité aux marchés :

les PME rencontrent souvent des difficultés pour accéder aux marchés nationaux et internationaux en raison des restrictions commerciales, du manque d'informations sur les marchés et des difficultés à satisfaire aux normes de qualité et aux exigences de certification.



5. Manque de compétences:

la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et d'expertise en gestion freine la productivité et le potentiel de croissance des PME. L'accès limité aux programmes de formation et de développement aggrave cette situation, rendant plus difficile pour ces entreprises d'innover et de s'adapter à l'évolution des dynamiques du marché.



6. Vulnérabilité aux chocs externes :


les PME africaines sont particulièrement exposées aux chocs externes, notamment les ralentissements économiques, l'instabilité politique, les catastrophes naturelles et les crises sanitaires. Ces perturbations peuvent accentuer les vulnérabilités existantes et menacer la survie des entreprises, en particulier celles disposant de réserves financières limitées.



La résolution de ces défis nécessite une approche multidimensionnelle reposant sur des réformes politiques, des interventions ciblées et des mécanismes de soutien renforcés, conçus pour répondre aux besoins spécifiques des PME. En relevant ces défis, les gouvernements africains, les agences de développement et les autres parties prenantes peuvent libérer pleinement le potentiel des PME en tant que moteurs de la croissance économique, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté.

CONTRIBUTION DE LA BANQUE AU FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET AU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique accorde une grande importance au développement des PME en Afrique subsaharienne. Consciente du rôle des PME en tant que moteurs essentiels de la croissance économique, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté, la Banque a fait du soutien à ces entreprises une priorité à travers diverses initiatives et programmes.



Elle fournit une assistance financière, un appui technique et des initiatives de renforcement des capacités spécialement conçues pour répondre aux besoins spécifiques des PME dans la région. En facilitant l'accès au financement, en encourageant l'entrepreneuriat et en renforçant les compétences entrepreneuriales ainsi que l'innovation, la Banque contribue à la croissance et à la pérennité des PME en Afrique subsaharienne. En outre, l'accent mis par la Banque sur le développement des PME s'inscrit dans le cadre des efforts plus larges visant à promouvoir un développement économique inclusif et durable à travers le continent, en renforçant la résilience et la prospérité des communautés locales. Par son soutien stratégique aux PME, la Banque joue ainsi un rôle essentiel dans la valorisation du potentiel de ces entreprises pour stimuler le progrès socio-économique et contribuer au développement global de l'Afrique subsaharienne.



Dans le cadre de son soutien au secteur des PME en Afrique subsaharienne, la Banque prend en considération plusieurs domaines clés afin de maximiser l'impact et l'efficacité de ses interventions:



1. Accès au financement:

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique facilite l'accès des PME au financement en mettant à leur disposition des lignes de crédit, du capital-investissement et d'autres instruments financiers adaptés aux besoins spécifiques des petites entreprises. Cela peut inclure l'octroi de prêts à des conditions flexibles, avec des exigences de garanties modérées et des taux d'intérêt compétitifs. En outre, la Banque établit des partenariats avec des institutions financières régionales et locales afin d'élargir l'accès au crédit pour les PME.



5. Plaidoyer en faveur des politiques et soutien institutionnel:

La Banque collabore avec les gouvernements, les décideurs et les autres parties prenantes pour promouvoir des politiques et des réformes réglementaires favorables au développement des PME. Cela comprend la suppression des obstacles à l'entrée sur les marchés, la simplification des procédures d'enregistrement des entreprises et l'amélioration de l'accès aux services publics et aux infrastructures.



2. Renforcement des capacités et assistance technique:

La Banque met en œuvre des programmes de renforcement des capacités, d'assistance technique et d'ateliers de formation destinés à améliorer les compétences entrepreneuriales et managériales des propriétaires et des employés des PME. Ces programmes peuvent inclure des formations sur la planification des affaires, la gestion financière, les stratégies de marketing et l'adoption de technologies visant à améliorer la productivité et la compétitivité.



6. Atténuation des risques:

La Banque met en place des mécanismes d'atténuation des risques, tels que les garanties de crédit, les produits d'assurance et les instruments de couverture, afin de réduire les risques perçus liés au financement des PME. Ces mécanismes contribuent à mobiliser des financements supplémentaires provenant des banques commerciales et d'autres institutions financières, en particulier pour les PME opérant dans des secteurs ou des régions à haut risque.



3. Accès aux marchés:

La Banque soutient les PME dans l'accès aux marchés nationaux et internationaux en fournissant des informations sur les marchés, des services de facilitation du commerce et une assistance à la promotion des exportations. Cela comprend l'organisation de foires commerciales, d'événements de mise en relation d'entreprises et d'opportunités de réseautage permettant de connecter les PME avec des acheteurs, des fournisseurs et des investisseurs potentiels.



4. Technologie et innovation:

La Banque encourage l'innovation et l'adoption de technologies par les PME en soutenant la recherche et le développement, le transfert de technologies et l'accès à des technologies à des coûts abordables. Cela comprend le financement de centres d'innovation, d'incubateurs d'entreprises et de parcs technologiques afin de promouvoir l'entrepreneuriat et les systèmes d'innovation.

L'Alliance mondiale des petites et moyennes entreprises en Afrique :

L'initiative de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique visant à créer l'Alliance mondiale des petites et moyennes entreprises en Afrique constitue un appel adressé à l'ensemble des parties prenantes de l'écosystème des PME afin de rejoindre les efforts destinés à relever ces défis et à mettre en place un cadre global, dans le but ultime de renforcer la croissance et le développement des PME, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes. Les principaux objectifs de l'Alliance sont les suivants :

- i) stimuler l'écosystème financier africain en faveur des PME ;
- ii) élaborer des programmes conjoints visant à accélérer la croissance des PME ;
- iii) échanger des informations sur les politiques de développement des PME en Afrique ;
- iv) plaider en faveur d'un environnement des affaires plus favorable aux PME en Afrique.

À l'occasion de la tenue de la deuxième session du Forum du commerce arabo-africain au Caire en novembre 2021, la Banque a annoncé le lancement d'une



« alliance mondiale » en faveur des petites et moyennes entreprises africaines. En d'autres termes, elle a invité ses homologues - environ trente institutions financières provenant du continent africain et du monde arabe - à accorder la priorité aux PME africaines, en particulier dans le contexte de l'après COVID-19.

Cette huitième édition du Forum des champions des petites et moyennes entreprises en Afrique a constitué une étape importante dans l'Alliance lancée par la Banque et ses partenaires. L'idée est de rassembler toutes les institutions intéressées par les petites et moyennes entreprises. Le Président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, Dr Sidi Ould Tah, a souligné que :

« Les petites et moyennes entreprises dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine représentent 95 % de l'ensemble des entreprises enregistrées. Aujourd'hui, les PME sont reconnues comme des acteurs majeurs dans la réalisation des Objectifs de développement durable, compte tenu de leur capacité à créer des emplois et à réduire la pauvreté. C'est pourquoi les PME sont au cœur de la stratégie de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, qui les soutient à travers divers instruments tout en renforçant les partenariats afin de mobiliser les contributions de tous en faveur d'investissements à risque au profit des petites et moyennes entreprises. »



Tout en fournissant des financements destinés au développement des petites et moyennes entreprises, la Banque applique une diligence raisonnable rigoureuse afin de garantir que tous les projets :

- répondent aux besoins réels des communautés du pays bénéficiaire ;
- soient bien conçus, correctement préparés et prêts à être mis en œuvre ;
- soient orientés vers les résultats et l'impact, conformément aux meilleures pratiques et à l'utilisation de technologies nouvelles ;
- répondent aux besoins de développement des capacités et de renforcement institutionnel ;
- satisfassent à toutes les exigences de durabilité ;
- favorisent le transfert des connaissances et de l'innovation.

Transferts financiers totaux :

La contribution totale de la Banque aux pays africains bénéficiaires pour le financement de projets liés aux petites et moyennes entreprises et au développement de l'entrepreneuriat s'élève à environ 1 068 millions de dollars américains, soit 6 % du total des financements de la Banque.








ZOOM SUR LES PROJETS

Ligne de crédit accordée au Fonds national de microfinance Bénin

Pays



Bénin

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Citoyens ayant bénéficié d'un financement de microcrédit	30 000
 Femmes ayant obtenu un financement de microcrédit (%)	60 %
 Petites et moyennes entreprises financées	250
 Emplois créés	1 000
 Institutions de microfinance soutenues	13



La joie d'une propriétaire d'une petite épicerie au marché Tokpa à Cotonou après avoir reçu un courriel l'informant qu'elle avait remporté un microcrédit de 100 000 francs CFA de Alafia



Aquaculture dans la ville et le district d'Athiémé, dans le département du Mono au Bénin.



Commerce de volaille dans le marché de Saint Michel à Cotonou

Le projet vise à soutenir les efforts du gouvernement pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations les plus démunies, en particulier les femmes et les jeunes de moins de 30 ans ainsi que les personnes ayant des besoins spécifiques. Cela se fait à travers l'octroi de microcrédits et de petits prêts dans les secteurs des services et de l'agriculture (activités agricoles, développement de l'élevage, pêche, artisanat et autres activités génératrices de revenus). Le projet contribue de manière significative à la réalisation d'un développement économique durable orienté vers les groupes les plus vulnérables.

Montant de la ligne de crédit accordée : 5 millions de dollars américains.

Zoom sur :

Projet

Développement des marchés urbains et de la commercialisation des produits agricoles - (Phase II)

Pays



Ouganda

Indicateur de résultat

Résultats obtenus



Marchés auxiliaires créés

2 marchés, comprenant 917 étals, 337 auvents, 1 323 espaces de stockage, 56 installations liées à l'agriculture et 11 installations de soutien (dont des garderies, des bureaux, des salles de réunion, une clinique, un poste de police et des sanitaires).



Vendeurs actifs

1 000



Femmes commerçantes

70 % du total



Emplois créés

600



Population bénéficiaire

1 000 000 (y compris les vendeurs, les agriculteurs, les clients/consommateurs, les transporteurs, les assistants et les travailleurs).



Le Projet de développement des marchés urbains et de commercialisation des produits agricoles (UMMDAP) faisait partie du troisième Plan national de développement du gouvernement (2005-2009), qui visait à réduire la pauvreté, à accroître les revenus et à promouvoir ainsi que moderniser la production agricole. La construction des marchés devait offrir aux petits exploitants et aux agriculteurs à faible revenu la possibilité d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs conditions de vie.

L'objectif général du projet UMMDAP était de renforcer et de développer le secteur agricole en :

- fournissant un débouché pour les produits agricoles ;
- facilitant l'accès des petits exploitants des zones rurales aux marchés afin qu'ils puissent vendre leurs produits à des prix supérieurs à ceux pratiqués à la sortie de la ferme, ce qui améliorerait leurs revenus et contribuerait ainsi à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales.

La Banque a approuvé l'octroi d'un prêt de 10,00 millions de dollars américains, représentant 87,1 % du coût du projet.

Zoom sur :









Projet

Projet de développement rural - Guinée - 2016 - 44 millions de dollars américains

Pays



Guinée

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
 Augmentation de la superficie cultivée en légumes (hectares)	1 015
 Augmentation de la superficie des arbres fruitiers (manguiers et anacardiés) (hectares)	780
 Routes rurales revêtues de gravier construites (km)	350
 Puits forés et équipés (nombre)	400
 Entrepôts construits (nombre)	8
 Unités de stockage frigorifique construites (nombre)	3
 Augmentation de la production (%)	90
 Population bénéficiaire	1 400 000











Le projet vise à accroître la production, améliorer la qualité et contribuer à la création de marchés pour les légumes et les fruits. Le résultat attendu est l'amélioration du revenu des producteurs, l'encouragement des exportations agricoles et l'exploitation optimale des ressources naturelles, tout en réduisant la dépendance de l'économie nationale au secteur minier et en atténuant la pauvreté dans les zones rurales. La mise en valeur de nouvelles terres agricoles, l'amélioration des infrastructures économiques et sociales des populations rurales, notamment dans les secteurs des routes et de l'approvisionnement en eau, la construction d'unités de stockage frigorifique et d'entrepôts, la création de pépinières, la fourniture d'intrants agricoles et d'un appui technique aux agriculteurs. Le financement du projet a été assuré conjointement par la Banque, le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) et le Gouvernement.

Zoom sur :

Projet

Soutien à l'amélioration de la productivité agricole dans les zones agro-industrielles intégrées et à l'emploi des jeunes Éthiopie - 2020 - 114 millions de dollars américains



Indicateur de résultat	Résultats attendus
 Terres irriguées aménagées (hectares)	15 149
 Travaux de conservation des sols réalisés (hectares)	4 000
 Augmentation de la productivité (%)	15
 Petites et moyennes entreprises créées (nombre)	40 000
 Jeunes formés (nombre)	12 500
 Emplois créés (nombre)	200.000
 Part des femmes dans les emplois créés (%)	50
 Augmentation de la valeur totale des nouveaux investissements (USD)	De 0 en 2020 à 1 000 000 en 2026



Dans le cadre du deuxième Plan national de croissance et de transformation (2015-2019), le Gouvernement éthiopien a entrepris de développer le secteur agricole du pays. Dans cette perspective, il a lancé en 2017, dans une première phase, un projet de création de zones agro-industrielles intégrées dans les régions du Tigré, de l'Amhara, de l'Oromia et des Nations, Nationalités et Peuples du Sud, avec un financement provenant de plusieurs bailleurs, dont la Banque et la Banque africaine de développement.

Le présent projet constitue la deuxième phase complémentaire du programme de création de ces zones agro-industrielles intégrées. Il vise à améliorer la production et la productivité dans les zones environnantes de ces zones industrielles de 15 %, afin d'assurer une offre suffisante de produits agricoles destinée à renforcer l'exploitation de ces zones industrielles, à accroître leur productivité et à en renforcer l'attractivité pour les investisseurs.

Le financement du projet a été assuré conjointement par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), la Banque africaine de développement et le Gouvernement.

Zoom sur :

Projet

Ligne de crédit pour le Fonds de développement social République de Gambie

Pays



Gambie



Le projet vise à fournir des ressources en capital supplémentaires au Fonds de développement social en République de Gambie, lequel joue un rôle essentiel dans la mise à disposition de financements aux institutions financières fournissant des crédits aux petites et microentreprises. L'objectif est de faciliter l'accès au financement dans l'ensemble des secteurs économiques, par différents mécanismes, avec une attention particulière accordée aux institutions rurales.

Dans ce cadre, les ressources de prêt permettront également de renforcer les capacités des institutions rurales par des programmes de formation et d'appui technique. Le fonds, considéré comme une institution nationale de premier plan dans la mise en œuvre de la politique publique de soutien aux petites entreprises, contribuera ainsi à améliorer l'accès au financement, à renforcer l'efficacité du secteur de la microfinance rurale et à accroître la productivité, ce qui contribuera à la réduction de la pauvreté et au renforcement du développement économique et social.

Le projet devrait jouer un rôle majeur dans la création d'emplois, en permettant à de nombreuses entreprises de se développer tant horizontalement que verticalement, et par conséquent d'absorber une part importante de la main-d'œuvre dans différents secteurs. Ce secteur est en effet reconnu pour sa capacité à générer des opportunités d'emploi de manière efficace.

La ligne de crédit sera orientée vers le financement de sous-projets économiquement et financièrement viables, ce qui contribuera au renforcement de la base productive du pays et aura un impact positif sur la croissance du revenu national et sur l'emploi. Une partie du financement sera également consacrée à la réhabilitation et à l'extension des unités de production existantes, ce qui permettra d'accroître les recettes d'exportation en devises.

Grâce à ces ressources, l'institution bénéficiaire pourra renforcer sa situation financière et améliorer son efficacité dans le soutien au développement du secteur des petites entreprises, notamment à travers des activités de suivi, d'appui institutionnel et de transfert de connaissances.

Zoom sur :

Projet

Ligne de crédit pour la Banque de développement du Rwanda République du Rwanda

Pays



Rwanda



Le projet proposé vise à contribuer à l'amélioration des niveaux de développement économique et social en République du Rwanda, ainsi qu'à l'augmentation des taux de croissance, afin de répondre aux besoins croissants de la population et de créer des opportunités d'emploi. Cet objectif sera atteint à travers l'octroi d'une ligne de crédit à la Banque de développement du Rwanda, permettant de mobiliser les ressources nécessaires au financement des petites, moyennes et microentreprises dans les secteurs productifs tels que l'agriculture, l'industrie et les services agricoles.

Les projets financés seront sélectionnés sur la base de critères de viabilité technique, ainsi que de leurs retombées économiques, financières et sociales attendues, en veillant à la solidité financière de leurs promoteurs et à la maîtrise des risques.

La ligne de crédit répondra aux besoins du pays en ressources à moyen et long terme, notamment pour le financement des petites et moyennes entreprises et des institutions de microfinance, qui constituent un levier essentiel pour dynamiser la croissance économique. Ces secteurs font face à un déficit important de ressources d'investissement, et la ligne de crédit proposée contribuera à mobiliser des financements extérieurs pour répondre à ces besoins.

Le projet contribuera également au renforcement des secteurs productifs du pays, tout en soutenant le développement des investissements étrangers. Par ailleurs, il appuiera les efforts visant à promouvoir les petites entreprises génératrices de revenus, ce qui participera à la stabilisation des populations, à la réduction de la migration et à l'atténuation de la pauvreté.

Zoom sur :

Projet

Ligne de crédit de 15 millions de dollars américains accordée par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) à la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC)



La ligne de crédit contribue au financement des projets du secteur privé dans les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, à savoir : le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, le Gabon, le Tchad et la Guinée équatoriale. Par l'intermédiaire de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), cette ligne vise à fournir un financement approprié pour des projets relevant de divers secteurs économiques, contribuant ainsi à la promotion du développement durable dans les pays bénéficiaires, à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la réduction de la pauvreté. Il convient de rappeler que la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), communément désignée par son sigle français BDEAC, est une institution financière internationale chargée de financer le développement des États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Zoom sur :

Projet

Prêt sous forme de ligne de crédit à la CBZ Bank Limited – République du Zimbabwe

Le projet vise à contribuer au soutien du Gouvernement dans la mise en œuvre du programme de relance économique actuellement en cours, après la transformation majeure qu'a connue le pays avec l'abandon du dollar zimbabwéen en 2009 et l'adoption du système multidevises. Dans ce contexte, le projet a également pour objectif de fournir les ressources financières nécessaires afin de soutenir les petites, moyennes et microentreprises, contribuant ainsi à l'augmentation de la production et à la création d'emplois, ce qui permettra de réduire la pauvreté et de renforcer le développement économique du pays.

La politique de développement du Gouvernement du Zimbabwe accorde la priorité au développement des petites, moyennes et microentreprises dans le secteur privé, en tant que levier efficace pour stimuler la croissance économique. Toutefois, ces secteurs font face à un déficit important de ressources financières destinées à l'investissement. La ligne de crédit proposée contribuera à mobiliser des financements extérieurs afin de répondre à ces besoins, notamment sous forme de financements en devises étrangères.

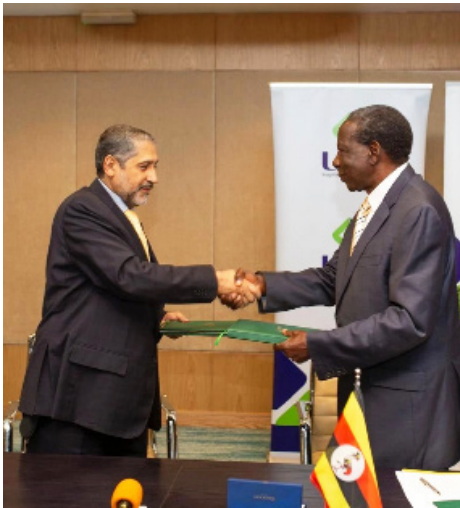
Le projet contribuera également au soutien des secteurs productifs du pays, dans le cadre des objectifs que le Gouvernement s'est fixés pour la mise en œuvre de ses plans de développement. La ligne de crédit proposée s'inscrit dans la continuité des politiques gouvernementales visant à accroître les opportunités d'emploi et à diversifier la production dans les industries nationales et dans d'autres secteurs productifs grâce aux différents instruments de financement de la banque.

Les prêts seront orientés vers le financement de sous-projets économiquement et financièrement viables, qui contribueront au renforcement de la base productive nationale et auront un impact positif sur la croissance du revenu national et sur l'emploi. Une partie du financement sera également consacrée à la réhabilitation et à l'extension des unités de production existantes, ce qui permettra d'accroître les recettes d'exportation en devises étrangères.

Zoom sur :

Projet

Ligne de crédit à la Banque de développement de l'Ouganda République de l'Ouganda



L'opération proposée vise à offrir au pays la possibilité d'obtenir les ressources nécessaires au financement des petites, moyennes et microentreprises dans les secteurs productifs, tels que l'agriculture (y compris les industries agro-alimentaires de transformation), l'industrie, les infrastructures, le tourisme et le développement du capital humain (éducation et santé).

Les principales justifications du projet se résument comme suit :

- soutenir les politiques gouvernementales visant à répondre aux besoins de financement des petites, moyennes et microentreprises de manière durable et à coût abordable, en tant que moyen efficace de stimuler la croissance économique du pays ;
- renforcer et améliorer les niveaux d'inclusion financière, en attirant de larges segments de la société vers le secteur financier ;
- créer de nouvelles opportunités d'emploi, notamment pour les femmes et les jeunes, ce qui contribuera à réduire la migration des zones rurales vers les villes et, par conséquent, à diminuer les taux de chômage et de pauvreté ;
- promouvoir la stratégie de substitution aux importations par l'augmentation de la productivité afin de satisfaire la consommation locale et les exportations ;
- renforcer la valeur ajoutée dans le secteur agricole, en particulier dans les zones rurales de production.

L'opération proposée comprend l'octroi d'une ligne de crédit d'un montant de 50 millions de dollars américains au Gouvernement de la République de l'Ouganda, destinée à être rétrocédée à la Banque de développement de l'Ouganda Limited, dans le cadre d'un accord subsidiaire assorti de conditions concessionnelles, afin de permettre à la banque de jouer pleinement son rôle dans le financement des petites, moyennes et microentreprises dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des infrastructures, du tourisme et du développement du capital humain (éducation et santé).

Zoom sur :

Projet

Soutien à l'augmentation du capital de la Banque de commerce et de développement



L'opération proposée vise à renforcer la capacité de la Banque de commerce et de développement à exercer les fonctions essentielles qui lui sont assignées par son Accord constitutif, notamment la fourniture d'un appui financier et technique destiné à promouvoir le développement économique et social des États membres, ainsi que le soutien à l'intégration régionale par le financement du commerce et des projets conjoints, en plus de la coopération avec les institutions nationales et internationales dans les domaines de développement concernés.

L'opération proposée comprend un appui à l'augmentation du capital de la Banque de commerce et de développement pour un montant total de 397,5 millions de dollars américains, à travers l'octroi de prêts aux États participant au capital de la banque et bénéficiaires de l'appui de la Banque.

Cette augmentation de capital permettra de renforcer la capacité de la Banque de commerce et de développement à mobiliser des ressources sur les marchés internationaux et d'élargir le champ de ses interventions financières en faveur du commerce et du secteur privé en Afrique. Il est attendu que cette opération contribue à la réalisation d'un certain nombre de résultats de développement tangibles, parmi lesquels :








- la création d'environ 1,7 million d'emplois directs et indirects, y compris les emplois liés à la mise en œuvre des projets ou résultant du soutien à l'entrepreneuriat ;
- l'ajout d'une capacité de production d'électricité pouvant atteindre 1 100 mégawatts, grâce aux investissements dans des projets énergétiques ;
- l'accès à l'électricité pour plus de 650 000 ménages, à travers diverses solutions comprenant l'énergie solaire, les mini-réseaux et l'extension des réseaux de distribution ;
- le soutien au commerce intra-africain et aux exportations hors du continent à hauteur de 8,5 milliards de dollars américains ;
- l'expansion de la production agricole et l'amélioration de la productivité sur une superficie estimée à environ 1,5 million d'hectares.

Zoom sur :

Projet

Soutien à l'augmentation du capital du Fonds africain de solidarité



Indicateur de résultat	Résultats prévus
 Augmentation de capital (USD)	120.8 Million
 Montant de l'augmentation des garanties émises (USD)	1 milliard
 Financement additionnel mobilisé par les bénéficiaires (USD)	1,26 milliard
 Montant des nouveaux investissements générés (USD)	314 millions
 Augmentation du pourcentage des actifs liquides (%)	De 22 à 51
 Augmentation du ratio fonds propres/risques (%)	De 24 à 51
 Institutions ayant accès à la microfinance (nombre)	630 chaque année



Le Fonds africain de solidarité a adopté un plan stratégique pour la période 2021-2025, visant à devenir une institution forte et innovante capable de conduire la transformation structurelle des économies des États membres. Cette initiative s'inscrit pleinement dans l'orientation stratégique de la Banque en faveur du soutien à l'entrepreneuriat et aux petites et moyennes entreprises dans le cadre de sa Stratégie 2030, ainsi que dans son initiative de 2023 visant à renforcer le capital des institutions africaines de financement du développement.

L'augmentation de capital permettra au Fonds africain de solidarité d'élargir l'ampleur de ses interventions dans des domaines clés, notamment le soutien à la croissance des petites et moyennes entreprises en facilitant leur accès aux financements essentiels. Cela contribuera à stimuler la croissance économique, à créer des emplois et à renforcer la capacité d'exportation dans les pays bénéficiaires. Elle permettra également de soutenir le financement des infrastructures essentielles au développement durable, de promouvoir l'intégration économique régionale grâce à la fourniture de garanties pour les transactions commerciales entre les États membres, et de donner la priorité à des projets de développement majeurs tels que l'autosuffisance alimentaire, le logement abordable, l'accès à l'énergie ainsi que l'autonomisation des femmes et des jeunes. Cette initiative confirme le rôle central du Fonds africain de solidarité dans l'impulsion de la transformation économique et de la croissance durable à l'échelle du continent africain.

Le montant total de l'augmentation de capital apportée par la Banque au Fonds africain de solidarité s'élève à 120,8 millions de dollars américains et couvre 17 pays africains.

LA VOIE À SUIVRE

L'élargissement et l'amélioration des interventions de la Banque en faveur du développement des petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne exigent l'adoption d'une approche globale permettant de répondre aux défis majeurs et de tirer parti des opportunités afin d'accroître l'impact des interventions. À cet égard, plusieurs stratégies peuvent être envisagées pour l'avenir:



1. Produits financiers:

la Banque peut développer des produits financiers spécifiquement adaptés aux petites et moyennes entreprises en Afrique, tels que les microcrédits, le capital-investissement ou des lignes de crédit assorties de conditions favorables, en adéquation avec leurs besoins et leurs capacités.



2. Programmes de renforcement des capacités :

la Banque peut mettre en œuvre des programmes visant à renforcer les compétences managériales, techniques et entrepreneuriales des dirigeants de petites et moyennes entreprises ainsi que de leurs employés. Ces programmes peuvent inclure des ateliers de formation, des programmes de mentorat et l'accès à des services de conseil aux entreprises.



3. Facilitation de l'accès aux marchés:

la Banque peut soutenir les petites et moyennes entreprises africaines en les aidant à accéder aux marchés régionaux et internationaux. Cela peut comprendre l'organisation de missions commerciales, la mise à disposition d'informations sur les marchés et l'appui à la participation aux foires et salons commerciaux.



4. Promotion de l'innovation et de l'adoption des technologies:

la Banque peut encourager l'innovation et l'adoption de technologies par les petites et moyennes entreprises en finançant des activités de recherche et développement et en soutenant l'adoption de technologies susceptibles d'améliorer la productivité et la compétitivité.



5. Renforcement de l'appui institutionnel

la Banque peut collaborer avec les gouvernements, les institutions financières et d'autres parties prenantes afin de renforcer l'écosystème global de développement des petites et moyennes entreprises en Afrique. Cela peut inclure des actions de plaidoyer visant à améliorer l'environnement réglementaire et à soutenir la création d'organismes ou d'institutions spécialisées dans l'appui aux petites et moyennes entreprises.



6. Durabilité et considérations environnementales:

la Banque peut intégrer les considérations environnementales et de durabilité dans son soutien aux petites et moyennes entreprises en Afrique, en encourageant l'adoption de pratiques et de technologies respectueuses de l'environnement.



7. Suivi et évaluation:

la Banque peut mettre en place des mécanismes solides de suivi et d'évaluation afin de mesurer l'impact de ses interventions et de garantir la responsabilité et la transparence dans ses opérations.

La voie à suivre pour la Banque reposera sur une combinaison de ces stratégies, adaptées aux besoins et au contexte spécifiques des petites et moyennes entreprises en Afrique. La coopération avec d'autres partenaires de développement, les gouvernements et les parties prenantes locales sera également essentielle pour maximiser l'impact de ses efforts. En outre, la Banque devra réviser et adapter régulièrement son approche sur la base des retours d'expérience et de l'évolution des conditions, afin de garantir la pertinence et l'efficacité continues de son action en faveur du développement des petites et moyennes entreprises en Afrique.



En adoptant ces stratégies, la Banque pourra élargir et améliorer ses interventions en soutien au développement des petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne, contribuant ainsi au développement durable, à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la résilience dans l'ensemble de la région.

L'Alliance des petites et moyennes entreprises, lancée par la Banque, possède un potentiel considérable pour promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises en Afrique. En réunissant les différentes parties prenantes - notamment les gouvernements, les institutions financières, les organisations de développement et les petites et moyennes entreprises elles-mêmes - l'Alliance pourra mobiliser des efforts et des ressources collectifs pour relever les défis auxquels ces entreprises sont confrontées et renforcer leur croissance et leur durabilité.

Parmi les facteurs susceptibles de favoriser la réussite de l'Alliance des petites et moyennes entreprises figurent :



1. Mobilisation des ressources:

L'Alliance peut mobiliser des ressources financières et techniques provenant de multiples sources pour soutenir les initiatives de développement des petites et moyennes entreprises, notamment le financement du renforcement des capacités, l'accès au financement et les programmes d'accès aux marchés.



2. Plaidoyer en faveur des politiques publiques:

en promouvant des réformes politiques et la création d'un environnement favorable aux petites et moyennes entreprises, l'Alliance peut contribuer à lever les obstacles réglementaires et à encourager des politiques favorisant leur croissance, l'innovation et la compétitivité.



3. Partage des connaissances et apprentissage :

L'Alliance peut servir de plateforme d'échange de connaissances, de diffusion des meilleures pratiques et d'apprentissage entre ses membres, facilitant ainsi le partage d'expériences et de leçons tirées du développement des petites et moyennes entreprises.



4. Réseautage et coopération :

grâce aux partenariats et à la coopération, l'Alliance peut renforcer les synergies entre ses membres et favoriser la collaboration intersectorielle pour répondre aux défis multiples auxquels sont confrontées les petites et moyennes entreprises.



5. Mesure et suivi de l'impact:

L'Alliance peut mettre en place des mécanismes solides de suivi et d'évaluation pour suivre les progrès et mesurer l'impact de ses interventions, tout en garantissant la responsabilité et la transparence de ses activités.

Toutefois, la réussite de l'Alliance des micro, petites et moyennes entreprises dépendra de plusieurs facteurs, notamment un leadership fort et l'engagement de ses membres, des mécanismes efficaces de coordination et de communication, la disponibilité de financements et de ressources suffisants, ainsi que la capacité à répondre aux besoins et aux priorités en constante évolution des micro, petites et moyennes entreprises en Afrique.

De manière générale, grâce à l'adoption de stratégies appropriées et à des efforts collectifs, l'Alliance des micros, petites et moyennes entreprises, lancée par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, possède la capacité de contribuer de manière significative au développement des micro, petites et moyennes entreprises en Afrique et à la réalisation d'une croissance économique inclusive et durable sur le continent.



la réussite de l'Alliance des micro, petites et moyennes entreprises dépendra de plusieurs facteurs, notamment un leadership fort et l'engagement de ses membres, des mécanismes efficaces de coordination et de communication, la disponibilité de financements et de ressources suffisants, ainsi que la capacité à répondre aux besoins et aux priorités en constante évolution des micro, petites et moyennes entreprises en Afrique.





SALATA
BADEM
KURU 15 TL

KURU
SALIMI
35 TL

DIR

Le bureau principal
BANQUE ARABE POUR
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE
Tour Al-Amiriya, district d'Al-Olaya,
route King Fahd, numéro de bâtiment 7922,
sous-numéro 4091, code postal 12333
Riyad - Arabie Saoudite
Tel : +966-112881180
Fax : +966-112881181
E-Mail: badea@badea.org

Bureau du Caire:
BANQUE ARABE POUR
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE
AFREXIMBANK, 72B El-Maahad El-Eshteraky,
El-Montaza, Heliopolis(7),
Cairo Governorate 11341
Arab Republic of Egypt
Tel/Fax : 20-2-4502021
E-Mail: badea@badea.org

www.badea.org

